



Grain de Sable n° 446

3 décembre 2003

attac

Dans ce numéro

1. - Une immigration féminine....

Extrait de la contribution au séminaire sur les femmes migrantes

12 et 14 novembre 2003 - 2ème Forum Social Européen

(par Claudine Blasco)

Migration des femmes en Europe, visibilité sociale et économique. Les études et recherches concernant les migrantes, ont l'habitude de ne traiter que des oppressions subies par ces femmes, basées sur l'ethnicité, la classe et le genre. Leurs apports, leurs capacités, leurs compétences, leur courage et leur résistance sont trop souvent occultés, de telle sorte que se développe cette fausse image de la migrante : un être faible, victime soumise, de niveau scolaire peu élevé et en marge de la société...

Pourtant, les migrantes et leurs descendantes luttent au jour le jour, au sein de leur famille, de leur communauté ou de leur quartier ; elles sont de plus en plus actives et engagées. Elles prennent la parole dans les assemblées, pour revendiquer leur identité, la justice, l'égalité et la citoyenneté. Plus résistantes que soumises, elles veulent être des citoyennes à part entière dans leur pays d'accueil comme dans leur pays d'origine.

2. - Comment gagner les majorités aux idées du mouvement altermondialiste ?

14 novembre 2003 - 2ème Forum Social Européen

(par Claude Poliak)

Je voudrais faire quelques commentaires - qui paraîtront peut-être un peu désenchantés - sur la question de la mobilisation, de l'engagement politique des classes populaires. On reproche souvent son pessimisme à la sociologie lorsqu'elle énonce des lois sociales, des régularités empiriquement constatées, par exemple, en l'occurrence, la distance des classes populaires à la politique. En fait, je pense que la connaissance des lois tendanciennes du monde social est la condition absolument nécessaire pour tenter de contrarier l'accomplissement de ces lois. On s'expose sinon à tenir des propos incantatoires et à laisser la situation en l'état.

1. - Une immigration féminine....

Extrait de la contribution au séminaire sur les femmes migrantes
12 et 14 novembre 2003 - 2ème Forum Social Européen
(par Claudine Blasco)

Les études et recherches concernant les migrantes, ont l'habitude de ne traiter que des oppressions subies par ces femmes, basées sur l'ethnicité, la classe et le genre. Leurs apports, leurs capacités, leurs compétences, leur courage et leur résistance sont trop souvent occultés, de telle sorte que se développe cette fausse image de la migrante : un être faible, victime soumise, de niveau scolaire peu élevé et en marge de la société...

Pourtant, les migrantes et leurs descendantes luttent au jour le jour, au sein de leur famille, de leur communauté ou de leur quartier ; elles sont de plus en plus actives et engagées. Elles prennent la parole dans les assemblées, pour revendiquer leur identité, la justice, l'égalité et la citoyenneté. Plus résistantes que soumises, elles veulent être des citoyennes à part entière dans leur pays d'accueil comme dans leur pays d'origine.

Une immigration féminine....

Aujourd'hui, les migrants viennent essentiellement des pays en guerre et, ou pauvres, et les femmes migrantes sont de plus en plus nombreuses et pourtant invisibilisées.

Dans le monde, d'après le rapport 2002 des Nations Unies sur la population, le nombre de migrants dans le monde a atteint 175 millions (3 % de la population mondiale) ; le nombre des migrants a plus que doublé depuis 1975, la plupart d'entre eux vivent en Europe (56 millions), en Asie (50 millions) et en Amérique du Nord (41 millions). Or pratiquement un immigrant sur deux en

Europe et dans le monde (47 %) est une femme, en France 6,9%

Qui sont-elles ?

En France et au Portugal, on trouve essentiellement des femmes d'Afrique du Nord ou d'Afrique subsaharienne ; en Espagne, ce sont surtout des nord-africaines, des latino-américaines et des philippines ; au Royaume-Uni et au Danemark, ce sont les femmes asiatiques qui sont les plus nombreuses. En Europe d'une façon générale, parmi les migrantes venant de pays extérieurs à l'Europe, les Turques sont les plus nombreuses, suivies des nord-africaines (Algériennes, Marocaines, Tunisiennes). C'est dans 3 pays, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni que 78 % des migrantes non européennes habitent.

Il y a noté que les migrations sont essentiellement féminines vers l'Islande et le Royaume-Uni, (venant d'Inde, de Pologne, de l'Europe de l'Est, des Philippines).

Aujourd'hui, on remarque une nouvelle vague de migrantes venant de l'ex-Urss et de l'ex-Yougoslavie. Elle a apporté une main d'œuvre très qualifiée et peu chère en Europe de l'Ouest, mais aussi alimenté la traite des femmes....

En fait, le nombre des femmes migrantes suit l'augmentation de la pauvreté dans le monde.

Dans l'union européenne, le nombre des femmes et des hommes migrants a progressé régulièrement au cours des 30 dernières années (1), correspondant au début de la

mondialisation financière néolibérale et à l'augmentation du fossé séparant les pays pauvres des pays riches. Sachant que les femmes représentent 70 % des pauvres de notre planète, ce sont elles qui ont le plus de raison de chercher un ailleurs meilleur.

Les nouvelles politiques de concurrence, de privatisation et de libéralisation des échanges se répercutent en premier sur la population féminine. Les femmes travaillent plus longtemps, gagnent moins, n'ont plus accès à la formation, au crédit. Au sein de leurs familles, elles compensent les déficits de services publics. Tout cela ne peut que les inciter encore plus à migrer pour résister aux conditions de vie qu'un tel modèle de société leur promet.

L'évolution des raisons du départ.

La femme migrante actuelle quitte son pays, afin d'améliorer sa situation économique et sociale, à son propre compte, et non plus pour rejoindre son mari. Ces migrantes sont souvent célibataires, donnent priorité à leur carrière et ne fondent une famille qu'après leur installation dans le pays d'accueil.

Parmi elles, de plus en plus, se trouvent des médecins, des professeurs, des chercheuses, des étudiantes qui veulent poursuivre leurs études, des femmes très qualifiées en quête d'un travail à la hauteur de leurs compétences et qui ne trouvent à leur arrivée que des emplois de domesticité ou de services, peu rémunérés et peu valorisants.

Par exemple, 40 % des immigrantes en Suède, venant de l'Europe du sud et de l'Est ont suivi une formation ou acquis des qualifications dans leur pays d'origine, que l'on n'a jamais valorisé dans le pays d'accueil. Malheureusement, les femmes migrantes en France ou en Angleterre par exemple, qui ont un bagage culturel,

universitaire ou une expérience professionnelle importante, ne se voient proposer que des emplois sous-payés dans la restauration et l'entretien.(2). Nous nous privons ainsi d'une main d'œuvre hautement qualifiée, et nous désespérons ces femmes de valeur...

Des femmes migrantes invisibilisées...

En France, ces femmes sont invisibles cachées par le stéréotype de l'immigré : homme, nord-africain, peu qualifié, employé du bâtiment ou de l'industrie. L'invisibilité des femmes migrantes est due à 3 raisons :

- Les travailleurs migrants des années 50 et 60 arrivaient seuls, sans leur famille.
- Les femmes étaient peu présentes dans l'espace public,
- Elles travaillaient majoritairement dans le secteur informel, donc non déclaré ou en tant qu'employées de maison.

Elles sont perçues comme un bagage inoffensif et silencieux du travailleur immigré, peu nombreuses et recluses au foyer. Elles sont moins inquiétantes pour l'opinion publique, car sensées calmer l'agressivité des maris et les stabiliser : le travailleur immigré rentrait le soir auprès de sa femme au lieu de traîner dehors.

Aujourd'hui leur image oscille de la musulmane voilée, manipulée par les « grands frères » intégristes, à la « beurette » qui cherche à s'émanciper, cachant le très grand nombre des femmes immigrées venant d'Europe (Sud et Est) (les plus nombreuses), d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine.

Leur représentation dans la sphère publique décisionnelle (représentation parlementaire ou dans les instances publiques ou les directions de grandes entreprises) est quasi inexistante, anecdotique ou sert souvent d'exception à la règle ou de note exotique. Beaucoup de partis politiques cherchent à

ajouter dans leurs listes pour les élections locales ou européennes, au moins une femme immigrée, comme une " prime à la féminité ethnique ", mythe selon lequel l'intégration à la française passerait d'abord par les femmes.

Cependant les partis ne laissent aucune liberté d'expression à ces élues. A ce jour, aucune élue députée, aucune sénatrice, aucune conseillère régionale ou générale, n'est une femme issue de l'immigration ; il y a seulement une secrétaire d'état, quelques conseillères techniques dans les ministères, 78 élues conseillères municipales de villes de plus de 50 000 habitants, dont 5 à Marseille.

Au sein de l'entreprise, parmi les femmes diplômées de 5 ans d'études supérieures ou plus, aucune femme issue de l'immigration, n'a obtenu de poste de cadre, contre 38 % chez l'ensemble des femmes et 47 % chez les hommes. (chiffres INSEE, rapport FASILD)

Pourtant, l'apport financier des femmes migrantes est essentiel pour leur pays d'origine.

Plus de la moitié des femmes immigrées en France, travaillent aujourd'hui. Mais pour les migrantes, - faut-il ici rappeler que les conditions de travail et de rémunération des femmes en général sont pratiquement toujours inférieures à celles des hommes ?- leur salaire est inférieur même aux salaires des femmes autochtones. Cela a amené les femmes migrantes, (plus que les natives de leur pays d'accueil), à travailler dans le secteur informel ou à créer leur propre entreprise. Ainsi, même si le taux d'activité des femmes immigrées, âgées de 15 à 65 ans reste inférieur à celui des autres françaises, il a progressé fortement de 36 % en 1990 à 53,2 % en 2002. Elles sont plus nombreuses que les françaises à créer leur propre entreprise, mais se trouvent souvent

cantonnées dans les services de soin ou de maison.

L'analyse des parcours des femmes immigrées

Depuis les années 70, a montré que travailler durablement pour elles dépend de leur niveau d'études, de la maîtrise de la langue, de la situation de famille, du contexte économique, du motif de la migration, mais surtout du pays d'origine. Les migrantes de l'intérieur de l'Europe obtiennent plus d'emplois, surtout moins précaires que les Nord-Africaines. Parmi ces dernières, ce sont les Algériennes qui ont le taux d'activité le plus important. Ce sont en majorité des places d'employées (52 %) que les femmes immigrées occupent. Mais la précarité de l'emploi est plus fréquente chez les immigrées que chez les autres femmes, et les Nord-africaines en sont les plus victimes. Temps partiel pour 41% d'entre elles contre 34 % chez les non-immigrées. Le chômage suit le même schéma, mais diminue lorsque le niveau d'étude augmente. Il est à remarquer que les jeunes femmes sont plus touchées que les plus âgées et que les immigrées d'Afrique sont davantage au chômage que celles venant d'Asie ou d'Europe.

Un apport non-négligeable à l'économie de leurs pays d'origine.

Les transferts des salaires des travailleurs émigrés contribuent de manière substantielle aux recettes en devises et sont un complément majeur au produit intérieur brut. Ainsi en 2000 ces envois de fonds ont fait accroître de plus de 10 % le PIB de la Jordanie, ont ralenti en Egypte et en Israël la progression du déficit, représentent au Maroc en janvier 2002 le double des recettes du tourisme. Seule la Turquie voit une baisse de 45 % sur 5 trimestres des transferts des travailleurs émigrés.

Il est un autre apport financier, mais celui-là contraint, des femmes migrantes à l'économie de leur pays et à l'économie criminelle internationale, celui de la prostitution, de la traite des femmes. En Italie, les étrangères sont la moitié des 50 000 prostituées ; la police estime qu'elles rapportent 50 millions d'euro par an. En France, la moitié des prostituées serait aussi des étrangères et engendrerait un chiffre d'affaires annuel évalué à 1,5 milliards d'euro. Un réseau Bulgare à Nice, a récolté plus de 30 000 euros qu'il a rapatrié par mandats postaux en Bulgarie et réinvesti dans l'immobilier. Ces réseaux mafieux en retirent des sommes colossales de l'ordre de plusieurs milliards d'euros par an qu'ils placent dans les paradis fiscaux où le réinvestissent dans leur pays d'origine, dans des entreprises, ou l'immobilier. Ils incitent ainsi ces pays à fermer les yeux sur la traite de femmes et à vouloir régulariser ce trafic pour insérer ces dividendes dans leur PIB....

Mais le rôle économique des migrantes ne se réduit pas à leur apport financier.

Elles sont porteuses de développement durable, de formation, de transfert de technologie via les projets associatifs, de transformation de leur société d'origine et de leur société d'accueil. De même, par leur travail domestique elles assurent la reproduction de la force de travail dans le pays d'accueil, la leur d'abord, celle de leur conjoint, de leur famille, et la formation de leurs enfants.

Les migrantes ont créé en France, dès les années 70 des associations (groupe femmes algériennes, collectives femmes immigrées, collectif des femmes du Maghreb, les Yeux Ouverts, les nanas beurs, etc...) qui se sont multipliées pour construire des solidarités entre ici et là-bas, au carrefour entre les luttes féministes et les mouvements de l'immigration.

Les ONGs de femmes ont aussi créé des réseaux euroméditerranéens de femmes dans la vie économique et pour le développement durable. Il existe en France de nombreuses associations de ressortissants très actives, qui souvent soutiennent des projets de développement dans leurs pays d'origine, pour développer la création économique, l'épargne, le crédit, l'accès à la terre ou à la formation des femmes. De même beaucoup d'associations luttent pour les droits des femmes (association des sans papiers, marche mondiale des femmes, etc...) notamment celui de l'accès aux richesses et au travail et au droit de libre circulation.

Aucune statistique officielle ne traduit l'apport majeur de ces actions de développement. Comme souvent, le travail des femmes reste invisible et non comptabilisé dans les budgets officiels. Il est vrai que ce serait difficile à chiffrer tellement l'impact de ces actions est à très long terme. Quand on redonne confiance à une femme en ses capacités, c'est souvent tout un groupe familial et social que l'on touche et qui va pouvoir sur plusieurs générations développer les capacités révélées.

Reconnaissons la valeur de leur travail et de leur parole, rendons visible leur apport économique et culturel. Elles sont nos égales, traitons les avec le même respect que nous désirons pour nous : une guerre, une crise économique, un futur désespérant et nous sommes tous et toutes des migrants potentiels....

Claudine Blasco (Attac France, commission Femmes, Genre et Mondialisation)